



Exploration Kintavar Inc.

États financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Exploration Kintavar Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Exploration Kintavar Inc. et de sa filiale (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (« IFRS »).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2019 et 2018;
- les états consolidés des résultats et du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502,



Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur



communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Maxime Guilbault.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 29 avril 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A128042

Exploration Kintavar Inc.

États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

	Note	Au 31 décembre 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	4 106 580	1 125 844
Placements	6	-	5 000 000
Montants à recevoir	7	653 547	666 798
Inventaires		75 888	-
Frais payés d'avance et autres		147 786	266 600
Actifs détenus en vue de la vente	9	-	1 922 859
Actif courant		4 983 801	8 982 101
Actif non-courant			
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir		-	41 701
Actifs d'exploration et d'évaluation	8	2 695 788	1 112 805
Immobilisations corporelles	10	2 769 742	28 317
Actif non-courant		5 465 530	1 182 823
Total de l'actif		10 449 331	10 164 924
Passif			
Passif courant			
Découvert bancaire	5	37 266	-
Créditeurs et frais courus	11	610 363	450 378
Revenus reportés		11 667	-
Obligations locatives	12	15 361	68 686
Portion court terme de la dette à long-terme	14	50 816	-
Passif lié à la prime sur les actions accréditatives	13	99 000	120 167
Passif courant		824 473	639 231
Passif non-courant			
Passif d'impôts différés	22	80 863	-
Obligations locatives	12	24 580	1 501
Dette à long terme	14	991 205	-
Passif non-courant		1 096 648	1 501
Total du passif		1 921 121	640 732
Capitaux propres			
Capital-actions	15	17 391 097	15 481 922
Bons de souscription	16	1 040 101	1 174 607
Options de courtiers	17	40 830	50 259
Options d'achat d'actions	18	1 648 054	945 835
Surplus d'apport		87 155	4 176
Déficit		(11 679 027)	(8 132 607)
Total des capitaux propres		8 528 210	9 524 192
Total du passif et des capitaux propres		10 449 331	10 164 924

Les notes en annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Exploration Kintavar Inc.

États consolidés des résultats et du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

		2019	2018
	Note	\$	\$
Chiffre d'affaires		340 813	-
Charges opérationnelles			
Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt	20	1 792 899	3 660 877
Coûts des produits vendus		107 006	-
Salaires et charges sociales		486 340	211 461
Rémunération à base d'actions		728 997	853 984
Honoraires professionnels		177 968	170 973
Publicité, marketing et relation avec les investisseurs		366 070	522 113
Frais généraux et entretien		75 525	-
Administration		41 484	28 740
Frais fiduciaire		36 798	27 286
Loyer		15 500	9 350
Assurances et taxes		27 147	10 278
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	8	407 823	56 648
Amortissement des immobilisations corporelles	10	71 892	29 080
Perte opérationnelle		(3 994 636)	(5 580 790)
Autres gains (pertes)			
Revenus d'intérêts		113 422	78 789
Charges financières		(39 155)	(6 773)
		74 267	72 016
Perte nette avant impôt sur les bénéfices		(3 920 369)	(5 508 774)
Recouvrement d'impôt différé		373 949	819 248
Perte nette et globale		(3 546 420)	(4 689 526)
Perte de base et diluée par action		(0,04)	(0,07)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué		84 180 569	69 304 626

Les notes en annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Exploration Kintavar Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions \$	Bons de souscription \$	Options de courtiers \$	Options d'achat d'actions \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} janvier 2019		80 236 127	15 481 922	1 174 607	50 259	945 835	4 176	(8 132 607)	9 524 192
Perte nette et globale de la période		-	-	-	-	-	-	(3 546 420)	(3 546 420)
Actions émises dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	15	3 125 000	593 750	-	-	-	-	-	593 750
Actions accréditatives émises dans le cadre d'un placement privé	15	6 000 000	1 200 000	-	-	-	-	-	1 200 000
• Moins la prime		-	(300 000)	-	-	-	-	-	(300 000)
Exercice d'options d'achat d'actions	18	30 000	7 320	-	-	(3 120)	-	-	4 200
Exercice de bons de souscription	16	1 767 696	399 663	(82 277)	-	-	-	-	317 386
Exercice d'options de courtiers	17	40 501	8 442	-	(2 337)	-	-	-	6 105
Rémunération à base d'actions	18	-	-	-	-	728 997	-	-	728 997
Options expirées	18	-	-	-	-	(23 658)	23 658	-	-
Bons de souscription expirés	16	-	-	(52 229)	-	-	52 229	-	-
Options de courtiers expirées	15	-	-	-	(7 092)	-	7 092	-	-
Solde au 31 décembre 2019		91 199 324	17 391 097	1 040 101	40 830	1 648 054	87 155	(11 679 027)	8 528 210

Les notes en annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Exploration Kintavar Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions	Bons de souscription	Options de courtiers	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2018		54 406 503	7 127 210	234 205	12 448	100 921	176	(3 443 081)	4 031 879
Perte nette et globale de la période		-	-	-	-	-	-	(4 689 526)	(4 689 526)
Unités émises dans le cadre d'un placement privé		17 598 182	5 975 901	1 063 372	40 830	-	-	-	7 080 103
Actions accréditatives émises dans le cadre d'un placement privé		5 767 247	3 114 314	-	-	-	-	-	3 114 314
• Moins la prime		-	(927 958)	-	-	-	-	-	(927 958)
Exercice d'options d'achat d'actions		48 750	11 895	-	-	(5 070)	-	-	6 825
Exercice de bons de souscription		2 195 109	482 023	(99 700)	-	-	-	-	382 323
Exercice d'options de courtiers		48 758	10 796	-	(3 019)	-	-	-	7 777
Émission d'actions pour acquisition de propriété minière		40 000	14 800	19 600	-	-	-	-	34 400
Émission d'actions pour rachat de redevances minières		131 578	50 000	-	-	-	-	-	50 000
Options expirées		-	-	-	-	(4 000)	4 000	-	-
Rémunération à base d'actions		-	-	-	-	853 984	-	-	853 984
Frais d'émission d'actions		-	(377 059)	(42 870)	-	-	-	-	(419 929)
Solde au 31 décembre 2018		80 236 127	15 481 922	1 174 607	50 259	945 835	4 176	(8 132 607)	9 524 192

Les notes en annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Exploration Kintavar Inc.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

	Note	2019 \$	2018 \$
Activités d'exploitation			
Perte nette pour la période		(3 546 420)	(4 689 526)
Ajustements pour :			
Intérêts courus sur les placements		(24 178)	(58 858)
Rémunération à base d'actions		728 997	853 984
Amortissement des immobilisations corporelles		71 892	26 587
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles		-	2 493
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	8	407 823	56 648
Recouvrement d'impôt différé	22	(373 949)	(819 248)
Gain sur radiation d'obligation locative		(4 537)	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	23	252 305	(382 995)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(2 488 067)	(4 978 842)
Activités d'investissement			
Acquisition d'entreprise, net de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquise	4	(1 795 854)	-
Acquisition de placements		-	(7 500 000)
Disposition et encaissement de placement à échéance		5 000 000	2 500 000
Additions aux actifs d'exploration et d'évaluation		(67 947)	(30 102)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(157 650)	(29 500)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		2 978 549	(5 059 602)
Activités de financement			
Placements privés	15	-	7 080 103
Placements privés accréditifs	15	1 200 000	3 114 314
Exercice d'options		4 200	6 825
Frais d'émission d'actions		-	(477 699)
Exercice d'options de courtier		6 105	7 777
Exercice de bons de souscription		317 386	382 323
Augmentation de la dette à long-terme		1 000 000	-
Augmentation du découvert bancaire		(2 517)	-
Remboursement de la dette à long-terme		(13 399)	-
Remboursement des obligations locatives		(21 521)	(12 786)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		2 490 254	10 100 857
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		2 980 736	30 340
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début		1 125 844	1 095 504
Trésorerie et équivalents de trésorerie - à la fin		4 106 580	1 125 844

Transactions sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes en annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Exploration Kintavar Inc. (la « Société ») a été constituée le 24 mars 2017, à la suite de l'émission d'un certificat de fusion, en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et est engagée dans l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières au Canada. Les actions ordinaires classe A (« Actions ») de la Société sont inscrites à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole KTR. Le siège social et sa principale place d'affaires sont le 75, boulevard de Mortagne, Boucherville (Québec) J4B 6Y4, Canada.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et l'évaluation de ses propriétés minières.

Les présents états financiers consolidés audités (les « États Financiers ») ont été établis conformément aux principes comptables valables dans un contexte de continuité d'exploitation qui prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités. En 2019, la Société a enregistré une perte nette de 3 546 420 \$ (4 689 526 \$ en 2018) et a accumulé un déficit de 11 679 027 \$ (8 132 607 \$ en 2018). Au 31 décembre 2019, la Société disposait d'un fonds de roulement de 4 159 328 \$ (8 342 870 \$ au 31 décembre 2018).

La direction est d'avis que la Société dispose de fonds suffisants pour payer ses dépenses générales et administratives courantes, pour engager les dépenses d'exploration et d'évaluation prévues, pour opérer la pourvoirie et pour honorer ses passifs, obligations et engagements existants dans les douze (12) mois à venir lorsqu'ils seront exigibles. Bien que la direction ait déjà réussi à obtenir du financement par le passé, rien ne garantit qu'elle y parviendra à l'avenir ni que ces sources de financement ou ces mesures seront offertes à la Société ou qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour cette dernière.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

2.1 Déclaration de conformité

Les présents États Financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « *IFRS* ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« *IASB* »).

Les États Financiers ont été approuvés lors du Conseil d'administration du 29 avril 2020.

2.2 Base d'évaluation

Les États Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique à l'exception de certains actifs à la juste valeur. La Société a choisi de présenter le résultat net et résultat global dans un seul état financier.

2.3 Mode de consolidation

Les États Financiers de la Société comprennent ses comptes et ceux de sa filiale Pourvoirie Fer à Cheval (« la Pourvoirie ») détenue à 100% et acquise le 1^{er} août 2019. Le contrôle s'entend du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. La totalité des transactions, des soldes, des produits et des charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

2.4 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les États Financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.5 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier sont expirés, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants ont été transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale inclut les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou la génération de l'actif. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles les instruments ont été acquis.

Au coût amorti :

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui se composent exclusivement de paiements de capital et d'intérêt détenus dans le cadre d'un modèle d'affaires dont le but est de percevoir ces montants. Les actifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant qu'il est prévu de recevoir moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour les ramener à la juste valeur. Ultérieurement, les actifs financiers au coût amorti sont évalués en utilisant la méthode du taux d'intérêt en vigueur, diminué d'une provision pour les pertes anticipées. La trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs sont classés dans cette catégorie.

b) Passifs financiers

Au coût amorti

Les comptes créditeurs et charges à payer sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Dépréciation d'actifs financiers

Au coût amorti :

La perte attendue représente l'écart entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie anticipés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par le biais d'un compte de correction de valeur. Les provisions pour les pertes anticipées sont ajustées à la hausse ou à la baisse lors des périodes ultérieures si le montant de la perte anticipée augmente ou diminue.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

2.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes en banque et des placements liquides à court terme dont l'échéance originale est d'au plus trois mois ou encaissables en tout temps sans pénalité.

2.7 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursables sur les frais admissibles engagés et à des crédits de droits remboursables sur les pertes selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ces crédits sont imputés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation engagés. Étant donné que la Société a l'intention de réaliser la valeur de ses actifs et de ses dettes à travers la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé a été calculé en conséquence.

2.8 Placements courants

La Société considère que les placements courants sont ceux dont la durée au moment de l'achat est de plus de 90 jours, mais moins d'un an.

2.9 Inventaire

L'inventaire se compose d'essence, de nourriture, de boisson, de matériel d'entretien ménager et de matériel promotionnel qui seront utilisés pour la vente de produits ou la prestation de services futurs à la pourvoirie. L'inventaire est évalué au moindre du coût et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

2.10 Dépenses d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les dévaluations accumulées. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Les dépenses d'E&E comprennent les coûts liés à la recherche initiale de gisements ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants. Les dépenses d'E&E comprennent aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai tel que les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les dépenses relatives aux activités d'E&E sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les dépenses d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les dépenses d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la teneur des gisements par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement qui est classé comme étant une ressource minérale ou une réserve prouvée et probable;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement, incluant le procédé de séparation pour les propriétés minières de la Société;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques visant à déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études d'évaluation préliminaire, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les dépenses d'E&E seront comptabilisées à l'état des résultats jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration, à ce moment le projet minier entre en phase de développement

Les dépenses d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités afférentes.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés lorsque versés ou reçus. Le produit de la cession d'actifs d'E&E est appliqué par propriété contre les propriétés d'exploration et tout résiduel est présenté à l'état du résultat global à moins que des travaux soient contractuellement requis, auquel cas le gain résiduel est différé et réduit des déboursés contractuels lorsqu'ils seront effectués.

2.11 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats et du résultat global au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour amortir les coûts des immobilisations corporelles, moins leurs valeurs résiduelles, sur leurs durées de vie utile, selon la méthode linéaire et les périodes indiquées ci-dessous pour les grandes catégories :

Matériel roulant	Linéaire 3 à 5 ans
Actifs au titre des droits d'utilisation	Durée du contrat de location
Sentiers de pourvoirie	Linéaire 20 ans
Ligne électrique	Linéaire 20 ans
Frayères	Linéaire 20 ans
Équipement de pourvoirie	Linéaire 10 ans
Immeubles	Linéaire 20 ans

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

La charge d'amortissement de chaque période est comptabilisée dans l'état des résultats. Dans le cas où certaines immobilisations corporelles liées à des activités d'exploration et d'évaluation d'un projet n'ayant pas atteint la phase pour laquelle la Société capitalise ses dépenses d'exploitation et d'exploration, la dépense d'amortissement est incluse dans l'état des résultats. L'amortissement d'un actif cesse lorsqu'il est classé comme étant détenu en vue de la vente (ou inclus dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme étant détenu en vue de la vente) ou lorsqu'il est décomptabilisé. Par conséquent, l'amortissement ne cesse pas lorsque l'actif est laissé inutilisé ou mis hors service, sauf si l'actif est entièrement amorti.

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée de vie utile de chacun des actifs sont revus annuellement et ajustés si nécessaire. Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état des résultats.

2.12 Contrats de location

La Société loue certains équipements. Les contrats de location sont normalement pour des périodes fixes. Les conditions de location sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de conditions.

Les contrats de location de plus de douze mois et pour les autres contrats de location que ceux dont les biens sous-jacents sont de faible valeur, sont reconnus comme un droit d'utilisation avec l'obligation locative correspondante à la date où l'actif loué est prêt à être utilisé par la Société. Chaque paiement de location est alloué entre l'obligation locative et les charges financières. Les charges financières sont enregistrées à l'état du résultat sur la durée du contrat de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur la balance résiduelle de l'obligation locative pour chaque période. Le droit d'utilisation est amorti linéairement sur la période la plus courte entre la durée de vie utile et la durée du contrat de location.

Les paiements liés aux contrats de location à court terme et contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur sont comptabilisés linéairement en charge à l'état du résultat. Les biens de faible valeur comprennent les équipements de technologie d'information et d'exploration ainsi que des petits équipements de bureau.

2.13 Dévaluation des actifs non financiers

Les actifs d'E&E sont révisés, par zone d'intérêt, pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée à l'état du résultat global. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation pour la période.

2.14 Revenus reportés

Les montants reçus ou à recevoir avant la prestation des services sont classés dans les produits reportés. Les produits reportés incluent la partie des montants reçus ou facturés sur les forfaits de chasse et pêche pour lesquels les services n'ont pas encore été rendus. Comme la période de dépôt provenant de clients ne dépasse jamais 12 mois, la totalité des revenus reportés est classée comme passif courant.

2.15 Comptabilisation des produits

Les produits se composent des revenus tirés de la vente de forfaits de pourvoirie et la vente de biens connexes tels que le matériel promotionnel, essence, permis de chasse et pêche, nourriture et boisson.

Les produits tirés de la vente de forfaits sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la vente de biens sont comptabilisés lorsque le contrôle est transféré au client, ce qui se réalise à la livraison du produit.

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue.

2.16 Impôt sur le bénéfice

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les capitaux propres.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajustée pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

2.17 Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission des actions. Les bons de souscription représentent l'allocation du montant reçu à l'émission d'unités ainsi que la charge comptabilisée pour les options de courtiers liés à des financements.

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options et les bons de souscription expirés et non exercés. Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de la période en cours et des périodes antérieures et les frais d'émission d'actions.

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

Les frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés en déduction des capitaux propres dans l'exercice au cours duquel les actions sont émises.

2.18 Titres accreditifs

La Société finance certains frais d'E&E au moyen de l'émission d'actions accreditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») mesuré au moyen de la méthode résiduelle est constaté à titre de prime liée aux actions accreditives, laquelle est renversée dans le résultat comme recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont encourues. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accreditives et un recouvrement d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés.

2.19 Rémunération à base d'actions

La Société gère un régime de rémunération fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le plan de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les employés et sur la durée prévue au contrat des services rendus pour les non-employés.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, à moins que la juste valeur des services reçus ne puisse être mesurée de façon fiable. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services reçus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Cette juste valeur est évaluée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes et exclut l'incidence des conditions d'acquisition non liées au marché.

La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en charges à l'état du résultat global et la contrepartie est portée au crédit des surplus d'apport. Les options de courtiers liés à des financements sont comptabilisés comme frais d'émission d'actions en déduction des capitaux propres avec un crédit correspondant aux bons de souscription.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue.

Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital-actions. Les charges accumulées reliées aux options sur actions comptabilisées au surplus d'apport sont transférées au capital-actions.

2.20 Perte par action

La perte par action est calculée en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. La perte diluée par action est calculée en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des bons de souscription et des options d'achat d'actions à moins qu'elles aient un effet anti-dilutif.

2.21 Information sectorielle

La Société est présentement active dans deux secteurs soit l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés d'exploration ainsi que l'opération d'une pourvoirie de chasse et pêche et plein-air. Toutes les activités de la Société se déroulent au Canada.

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

JUGEMENTS

3.1 Dépréciation des actifs d'E&E

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Pour les actifs d'E&E, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif d'E&E ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs.

Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

La perte de valeur totale des actifs d'E&E s'élève à 407 823 \$ pour 2019 (56 648 \$ pour 2018) dont 388 913 \$ est inclus dans les activités abandonnées à la note 9. Aucune reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

3.2 Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La détermination de l'objectif de réalisation ou règlement des actifs et des passifs de la Société, qui devrait être par la vente des actifs de la Société implique également le jugement.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

3.3 Évaluation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits de droits miniers remboursables et les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour les périodes courantes et antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers et les crédits d'impôt relatifs aux ressources, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement. Le calcul des crédits de droits miniers et des crédits d'impôt relatifs aux ressources réclamés par la Société implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement aient été reçus des autorités fiscales dont ils relèvent.

Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues, ou de futurs changements à ces hypothèses, pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers et aux crédits d'impôt relatifs aux ressources, aux actifs et aux dépenses d'exploration et d'évaluation, et aux charges d'impôt sur le revenu lors d'exercices futurs.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société, son rendement financier et ses flux de trésorerie.

3.4 Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

3.5 Activités abandonnées et actifs détenus en vue de la vente

Un actif non courant (ou un groupe faisant l'objet d'une cession) est reclassé comme actif détenu en vue de la vente et reclassé comme actif courant si la société prévoit que sa valeur comptable sera recouvrée principalement par une vente et non par son utilisation continue pourvu que l'actif (ou le groupe faisant l'objet d'une cession) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et que sa vente soit hautement probable. Une vente hautement probable existe lorsque la Société s'est engagée à l'égard d'un plan de vente de l'actif (ou du groupe faisant l'objet d'une cession), a entrepris un plan de mise en marché et de trouver un acheteur offrant un prix raisonnable compte tenu de la juste valeur de l'actif (ou du groupe faisant l'objet d'une cession), et que la vente est prévue devoir être conclue un an après la date du reclassement.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

Toute composante de la Société qui, alors qu'elle était utilisée, représentait une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la Société, a été sortie ou classée comme détenue en vue de la vente, et qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale ou fait partie d'un plan distinct visant la vente d'une telle entreprise ou activité ou qui est par ailleurs une filiale acquise uniquement pour être revendue est classée à titre d'activité abandonnée. Les actifs, les passifs, le résultat global et les flux de trésorerie liés à une activité abandonnée de la Société sont séparés et présentés dans un poste distinct des activités poursuivies de la société au cours de la période de reclassement.

Au 31 décembre 2019, la propriété Anik est considérée comme détenue en vue de la vente. Voir note 9 pour plus d'informations.

4. ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 1^{er} août 2019, la Société a acquis 100% des actions émises et en circulation de la Pourvoirie Fer à Cheval. La contrepartie payée pour cette transaction est détaillée dans le tableau ci-dessous. Ce regroupement d'entreprises a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation ont été inclus à partir de la date de prise d'effet de l'acquisition.

Les actifs acquis et les passifs pris en charge ont été comptabilisés à leur juste valeur estimative à la date de clôture de l'acquisition, soit le 1^{er} août 2019.

La répartition du prix d'achat est basée sur la meilleure estimation de la direction, comme suit:

Contrepartie payée	\$
Trésorerie	1 800 000
Émission de 3 125 000 actions ⁽ⁱ⁾	593 750
Ajustement au fonds de roulement	1 378
	<u>2 395 128</u>
Actifs nets acquis	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 524
Montants à recevoir	21 614
Inventaires	64 460
Frais payés d'avance	44 294
Immobilisations corporelles	2 655 667
Découvert bancaire	(39 783)
Créditeurs et frais courus	(68 581)
Revenus reportés	(48 563)
Passif d'impôts différés	(133 645)
Obligations locatives ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(50 439)
Dettes à long terme ⁽ⁱⁱ⁾	(55 420)
	<u>2 395 128</u>

(i) Voir note 15 pour les détails sur les actions émises dans le cadre de l'acquisition.

(ii) Voir note 14 pour les détails sur les dettes à long terme acquises ou contractées dans le cadre de l'acquisition.

(iii) Voir note 12 pour les détails sur les obligations locatives acquises.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires, le découvert bancaire présenté séparément ainsi que les placements à court terme liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à 3 mois ou encaissable en tout temps sans pénalité.

Les placements à court terme détenus au 31 décembre 2019 et classés comme équivalents de trésorerie sont les suivants :

- Certificat de placement garanti rachetable sans pénalité dont l'intérêt de 2,10 % est payable annuellement, ayant une échéance au 6 août 2020 et dont la valeur à l'échéance est de 2 645 573 \$.
- Certificat de placement garanti non encaissable sans pénalité dont l'intérêt de 2,09 % est payable à l'échéance au 6 janvier 2020 et dont la valeur à l'échéance est de 601 374 \$.
- Certificat de placement garanti non encaissable sans pénalité dont l'intérêt de 2,09 % est payable à l'échéance au 10 janvier 2020 et dont la valeur à l'échéance est de 900 000 \$.

La Société dispose de la facilité de crédit suivante:

- Marge de crédit d'exploitation, qui prévoit des avances d'un montant maximal de 50 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2,35% (taux effectif de 6,30% au 31 décembre 2019). Au 31 décembre 2019, le montant impayé au terme de cette facilité de crédit était de 37 266 \$.

Le solde de financement accréditif non encore dépensé selon les restrictions imposées par le financement complété le 17 octobre 2019 représente 393 567 \$ au 31 décembre 2019. La Société doit dédier ces fonds à des dépenses d'exploration canadiennes à compléter avant le 31 décembre 2020.

6. PLACEMENTS

Les placements au 31 décembre 2018 étaient composés de deux certificats de placements garantis non encaissables avant l'échéance. Le premier certificat d'une valeur à l'échéance de 1 517 467 \$ portait intérêt à 2,31 % payable à l'échéance, soit le 25 janvier 2019. Le deuxième certificat d'une valeur à l'échéance de 3 591 000 \$ portait intérêt à 2,6 % payable à l'échéance, soit le 25 juillet 2019.

Suivant leur échéance en 2019, les montants retirés ont été investi dans des placements rachetables et donc classés en tant qu'équivalents de trésorerie, comme détaillé à la note 5.

7. MONTANTS À RECEVOIR

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Comptes clients	3 969	1 494
Taxes de vente à recevoir	289 752	307 325
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	335 648	244 494
Intérêts à recevoir	24 178	58 858
Autres	-	54 627
Montants à recevoir	653 547	666 798

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018
(En dollars canadiens)

8. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Coûts d'acquisition des propriétés d'exploration minières	Au 1 ^{er} jan. 2019	Additions	Dépréciation	Transférés – détenus en vue de la vente (note 9)	Au 31 déc. 2019
	\$	\$	\$	\$	
Mitchi	931 164	26 978	(17 778) ¹⁾	-	940 364
Anik	-	21 708	(388 913) ¹⁾	1 922 859	1 555 654
Rivière à l'aigle	117 046	12 848	-	-	129 894
Gaspard nord	1 133	653	-	-	1 786
Cousineau	3 785	2 104	(1 132) ¹⁾	-	4 757
New Mosher	8 883	914	-	-	9 797
Wabash	25 534	650	-	-	26 184
Baie Johann Beetz	25 260	2 092	-	-	27 352
	1 112 805	67 947	(407 823)	1 922 859	2 695 788

Coûts d'acquisition des propriétés d'exploration minières	Au 1 ^{er} jan. 2018	Additions	Dépréciation	Transférés – détenus en vue de la vente (note 9)	Au 31 déc. 2018
	\$	\$	\$	\$	
Mitchi	871 365	59 799	-	-	931 164
Anik	1 918 950	3 909	-	(1 922 859)	-
Rivière à l'aigle	160 324	-	(43 278) ¹⁾	-	117 046
Gaspard nord	1 133	-	-	-	1 133
Cousineau	3 785	-	-	-	3 785
New Mosher	8 883	-	-	-	8 883
Dalime	13 370	-	(13 370) ²⁾	-	-
Wabash	-	25 534	-	-	25 534
Baie Johann Beetz	-	25 260	-	-	25 260
	2 977 810	114 502	(56 648)	(1 922 859)	1 112 805

- 1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle.
- 2) La Société a radié cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché et/ou elle a abandonné tous les claims.

8.1 Mitchi

Le 7 août 2018, la Société a signé une entente avec Minière Osisko inc. (« Osisko ») afin de racheter la redevance de NSR de 1 % sur 21 claims de la propriété Mitchi en contrepartie de 131 578 actions émises au prix de 0,38 \$, soit l'équivalent de 50 000 \$.

8.2 Anik

Cette propriété était reclassée en 2018 aux actifs détenus en vue de la vente et réintégrée dans les actifs d'exploration et d'évaluation en 2019. Voir note 9 pour plus d'informations sur la propriété.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

8. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

8.3 Wabash et Baie Johan Beetz

Le 20 juillet 2018, la Société a signé une entente avec un particulier afin d'acquérir la propriété Wabash dans la région de Parent, Québec. La propriété est acquise en contrepartie de 5 000 \$ en espèces, 20 000 actions émises au prix de clôture la veille de l'émission, soit 0,37 \$, et 50 000 bons de souscription exerçables pendant 24 mois, aussi à 0,37 \$. La propriété est assujettie à une redevance de 0,25 % des produits nets d'affinage (« NSR »).

La même journée, la Société a signé une entente avec une société privée afin d'acquérir la propriété Baie Johan Beetz (« BJB ») dans la région de Havre-Saint-Pierre, Québec. La propriété est acquise en contrepartie de 5 000 \$ en espèces, 20 000 actions émises au prix de clôture la veille de l'émission, soit 0,37 \$, et 50 000 bons de souscription exerçables pendant 24 mois, aussi à 0,37 \$.

9. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le 24 janvier 2019, la Société a signé une lettre d'intention pour la vente d'une propriété (la « lettre d'intention ») à la Société Monster Exploration. La lettre d'intention portait sur la propriété aurifère Anik (« Anik ») détenue à 100% par la Société.

Comme les discussions concernant la vente de la propriété étaient en cours au 31 décembre 2018, les actifs d'exploration et d'évaluation liés à la propriété avaient été reclassés aux actifs détenus en vue de la vente alors que les dépenses et flux de trésorerie ont été reclassées comme activités abandonnées.

Le 15 décembre 2019, suivant l'échec d'obtention du financement pour créer une nouvelle société, Kintavar a mis fin à la l'entente en vigueur avec Monster Exploration. Par conséquent, la propriété a été reclassée en 2019 dans les actifs d'exploration et d'évaluation (note 8). Les résultats associés à cette propriété ainsi que les informations comparatives pour 2018 ont été reclassés dans les activités poursuivies.

Extrait de l'état consolidé des résultats et du résultat global

	Exercice 2018		Exercice 2018
	tel que	Ajustement	reclassé
	présenté		
	\$	\$	\$
Exploration et évaluation, net des crédits d'impôt	3 628 804	32 073	3 660 877
Perte nette - activités abandonnées	32 073	(32 073)	-
Perte nette et perte globale	(4 689 526)	-	(4 689 526)

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeur nette comptable au 1 ^{er} janvier 2019				Valeur nette comptable au 31 décembre 2019
	2019	Additions	Radiation	Amortissement	2019
	\$	\$		\$	\$
Matériel roulant	24 586	157 650	-	(11 789)	170 447
Actif au droit d'utilisation	3 731	-	-	(2 633)	1 098
Sentiers de pourvoirie ¹⁾	-	77 032	-	(1 605)	75 427
Ligne électrique ¹⁾	-	154 064	-	(3 210)	150 854
Frayères ¹⁾	-	77 032	-	(1 605)	75 427
Équipement de pourvoirie ¹⁾	-	419 823	-	(17 493)	402 330
Immeubles ¹⁾	-	1 927 716	-	(33 557)	1 894 159
	28 317	2 813 317	-	(71 892)	2 769 742

	Valeur nette comptable au 1 ^{er} janvier 2018				Valeur nette comptable au 31 décembre 2018
	2018	Additions	Radiation	Amortissement	2018
	\$	\$		\$	\$
Matériel roulant	-	29 500	-	(4 914)	24 586
Actif au droit d'utilisation	6 364	76 160	(57 120) ²⁾	(21 673)	3 731
	6 364	105 660	(57 120)	(26 587)	28 317

	Au 31 décembre 2019			Au 31 décembre 2018
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
	\$	\$	\$	\$
Matériel roulant	187 150	(16 703)	170 447	24 586
Actif au droit d'utilisation	7 900	(6 802)	1 098	3 731
Sentiers de pourvoirie ¹⁾	77 032	(1 605)	75 427	-
Ligne électrique ¹⁾	154 064	(3 210)	150 854	-
Frayères ¹⁾	77 032	(1 605)	75 427	-
Équipement de pourvoirie ¹⁾	419 823	(17 493)	402 330	-
Immeubles ¹⁾	1 927 716	(33 557)	1 894 159	-
	2 850 717	(80 975)	2 769 742	28 317

¹⁾ Actifs acquis dans le cadre de l'acquisition d'entreprise qui a eu lieu le 1^{er} août 2019. Voir note 4 pour plus d'informations sur cette transaction.

²⁾ Un véhicule acquis en 2018 a subi un accident au courant de l'exercice conduisant à sa perte totale. Une demande d'indemnité a été soumise auprès de l'assurance. Au 31 décembre 2018, un montant à recevoir de 54 627 \$ ayant pour finalité l'extinction de la dette a été enregistré dans les frais payés d'avances et autres.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

11. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Comptes fournisseurs et frais courus	422 386	344 624
Dû à Ressources Géoméga Inc. (note 21)	60 357	37 844
Salaires à payer	62 299	28 530
Vacances à payer	63 444	39 380
Autres sommes à remettre à l'État	1 877	-
Créditeurs et frais courus	610 363	450 378

12. OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Obligation locative, à un taux de 26,9 %, remboursable par versements mensuels de 322 \$, échéant en mai 2020.	1 500	4 509
Obligation locative, à un taux de 7,3 %, remboursable par versements mensuels de 1 308 \$, échéant en janvier 2023. ¹⁾	-	65 679
Obligation locative, à un taux de 15,58 %, remboursable par versements mensuels de 2 012 \$, échéant en novembre 2021.	16 951	-
Obligation locative, à un taux de 4,99 %, remboursable par versements mensuels de 559 \$, échéant en juin 2023.	21 490	-
Partie courante	(15 361)	(68 687)
Obligations locatives – partie non courante	24 580	1 501

¹⁾ Cette obligation se rattache à un véhicule qui a été accidenté en septembre 2018. En 2019, un montant a été transféré de la compagnie d'assurance au créancier, ce qui fait en sorte que l'obligation était entièrement éteinte au 31 décembre 2019.

13. PASSIF LIÉ À LA PRIME SUR LES ACTIONS ACCRÉDITIVES

	2019	2018
	\$	\$
Solde au début	120 167	69 227
Augmentation, déduction faite des frais d'émission	300 000	870 188
Réduction découlant des dépenses admissibles d'exploration	(321 167)	(819 248)
Passif lié à la prime sur les actions accréditives	99 000	120 167

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018
(En dollars canadiens)

14. DETTE À LONG-TERME

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Emprunt à terme garanti par une hypothèque de premier rang sur les biens meubles actuels et futurs de la Société, sur les biens immeubles actuels et sur l'universalité des créances ainsi que par une garantie solidaire de la Société et sa filiale. Le prêt porte intérêt au taux de 5,67%. Les intérêts et le capital de 2 778 \$ sont payables mensuellement, échéant en août 2034.	488 888	-
Emprunt à terme garanti par une hypothèque de premier rang sur les biens meubles actuels et futurs de la Société, sur les biens immeubles actuels et sur l'universalité des créances ainsi que par une garantie solidaire de la Société et sa filiale. Le prêt porte intérêt au taux de 6,55%. Les intérêts sont payables mensuellement et le paiement du capital commence en août 2020 jusqu'à juillet 2035. Le prêt est remboursable via 180 versements de 4 369 \$.	500 000	-
Emprunt à terme garanti par une hypothèque de premier rang sur un équipement, au taux de 7,49% et remboursable par versements de 1 079 \$ jusqu'en novembre 2024.	53 133	-
Partie courante	(50 816)	-
Dettes à long-terme – partie non courante	991 205	-

15. CAPITAL-ACTIONS

15.1 Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, B, C et d'actions spéciales de classe A, B, C et D. Les actions sont les seules à être émises avec les restrictions et privilèges suivants : droit de vote et participatives avec dividendes tel que voté par le conseil d'administration.

Il y a 6 101 017 actions entières au 31 décembre 2019 (10 803 073 au 31 décembre 2018).

15.2 Placements privés

a) Octobre 2019

Le 18 octobre 2019, la Société a clôturé un placement privé composé de 6 000 000 actions accréditatives au prix de 0,20 \$ l'unité pour un produit brut total de 1 200 000 \$. Aucun bon de souscription, commission ou option de courtier n'a été émis avec cette transaction.

La valeur de l'action de la Société est réputée être la valeur de l'action à la clôture soit 0,15 \$ le 17 octobre 2019. Ainsi, la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditatives est de 0,05 \$ pour une valeur totale de 300 000 \$, valeur qui a été créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditatives.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

15. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

b) Août 2019

Le 1er août 2019, la Société a émis 3 125 000 actions ordinaires de la Société dans le cadre de l'acquisition de la Pourvoirie (note 4). Les actions font l'objet d'un entiercement volontaire pour une durée de 2 ans, 25% étant libérées tous les 6 mois.

Pour des fins de comptabilisation, les actions sont enregistrées à leur juste valeur à la date de transaction, soit la juste valeur de clôture le 1^{er} août 2019 qui est 0,19\$ par action, pour un total de 593 750 \$.

c) Avril et juin 2018

Les 6 avril, 15 juin et 27 juin 2018, la Société a clôturé un placement privé en trois tranches composées de 5 767 247 actions accréditatives émises à un prix de 0,54 \$ par action et 17 598 182 unités au prix de 0,40 \$ l'unité pour un produit brut total de 10 153 587 \$. Chaque unité étant composée d'une action et d'un demi-bon de souscription, chaque bon de souscription entier donnant droit au porteur d'acquérir une action au prix de 0,70 \$ par action pour 2 ans.

Du produit brut total des 17 598 182 unités émises pour 7 039 273 \$, 1 063 372 \$ a été attribué aux bons de souscription et 5 975 901 \$ au capital-actions, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes: aucun dividende par action, volatilité prévue de 100 %, taux d'intérêt sans risque de 1,78 % et durée prévue de 2 ans.

Concernant le placement privé accréditif, la valeur de l'action de la Société est réputée être la valeur de l'action à la clôture soit 0,385 \$ et 0,375 \$ les 15 et 27 juin 2018, respectivement. Ainsi, la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditatives est de 0,155 \$ et 0,165 \$ respectivement, pour une valeur totale de 927 958 \$, valeur qui a été créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditatives.

Dans le cadre du placement privé, la Société a émis 243 613 options de courtiers. Chaque option de courtiers permet au porteur d'acquérir une action au prix de 0,54 \$ pour 2 ans. Le coût total des options de courtiers est de 40 830 \$ et cette juste valeur a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des mêmes hypothèses que les bons de souscription.

15.3 Perte par actions

Le calcul de la perte de base par action repose sur la perte pour l'année concernée divisée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'année. Pour le calcul de la perte par action diluée des activités poursuivies, les actions ordinaires potentielles, telles que les options d'achat d'actions, les options de courtier et les bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de réduire la perte par action des activités poursuivies et aurait donc un effet de dilution négatif.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

15. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

15.4 Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre ses opérations ainsi que ses programmes d'E&E. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des titres miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. Le capital de la Société se compose des capitaux propres et les balances et changements des capitaux propres sont reflétés dans l'état des variations des capitaux propres.

La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accreditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration (la Société était conforme durant l'année).

16. BONS DE SOUSCRIPTION

Les changements aux bons de souscription de la Société se détaillent comme suit :

	2019			2018		
	Nombre de bons de souscription	Valeur comptable \$	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre de bons de souscription	Valeur comptable \$	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début	12 059 479	1 174 607	0,557	5 355 498	234 205	0,168
Émis	-	-	-	8 899 091	1 040 102	0,696
Exercés	(1 767 696)	(82 277)	0,180	(2 195 109)	(99 700)	0,174
Expirés	(1 392 692)	(52 229)	0,142	-	-	-
Solde à la fin	8 899 091	1 040 101	0,696	12 059 479	1 174 607	0,557

Les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2019 sont les suivants :

Nombre de bons de souscription	Prix de levée \$	Date d'expiration
3 125 000	0,70	6 avril 2020
3 165 341	0,70	15 juin 2020
2 508 750	0,70	27 juin 2020
100 000	0,37	20 juillet 2020
8 899 091		

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018
 (En dollars canadiens)

17. OPTIONS DE COURTIERS

Les opérations sur les options de courtiers se détaillent comme suit:

	2019			2018		
	Nombre d'options de courtiers	Valeur Comptable	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options de courtiers	Valeur Comptable	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$	\$		\$	\$
Solde au début	405 053	50 259	0,383	210 198	12 448	0,150
Émis	-	-	-	243 613	40 830	0,540
Exercés	(40 501)	(2 337)	0,151	(48 758)	(3 019)	0,159
Expirés	(120 939)	(7 092)	0,143	-	-	-
Solde à la fin	243 613	40 830	0,540	405 053	50 259	0,383

Les options de courtiers en circulation au 31 décembre 2019 sont les suivantes:

Nombre d'options de courtiers	Prix de levée	Date d'expiration
	\$	
90 593	0,54	15 juin 2020
153 020	0,54	27 juin 2020
243 613		

18. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les opérations sur les options d'achat d'actions se détaillent comme suit:

	2019		2018	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
		\$		\$
Solde au début	7 546 250	0,34	1 595 000	0,14
Attribuées	1 235 000	0,17	6 225 000	0,36
Exercées	(30 000)	0,14	(48 750)	0,14
Renoncées	(321 250)	0,25	(175 000)	0,40
Expirées	(142 500)	0,22	(50 000)	0,20
Solde à la fin	8 287 500	0,32	7 546 250	0,34
Solde à la fin, exerçable	5 798 750	0,32	2 360 000	0,29

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

18. OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (SUITE)

Les options d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2019 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
		\$	
1 102 500	1 102 500	0,14	23 mars 2022
150 000	150 000	0,14	28 août 2022
150 000	150 000	0,14	29 décembre 2022
5 150 000	3 862 500	0,40	27 juin 2023
400 000	200 000	0,35	17 septembre 2023
100 000	50 000	0,17	10 décembre 2023
1 135 000	283 750	0,17	20 juin 2024
100 000	-	0,15	26 novembre 2024
8 287 500	5 798 750		

Le 20 juin 2019, les actionnaires de la Société ont renouvelé le régime d'option d'achat d'actions qui stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

Le 26 novembre 2019, la Société a octroyé à un employé 100 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,145 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 10 400 \$ soit une juste valeur de 0,104 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,501 %, volatilité prévue de 99,99 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 20 juin 2019, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 1 135 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,165 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 127 120 \$ soit une juste valeur de 0,112 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,329 %, volatilité prévue de 101,32 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 10 décembre 2018, la Société a octroyé à deux consultants un total de 350 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,17 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 49 350 \$ soit une juste valeur de 0,141 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 2,01 %, volatilité prévue de 100 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 17 septembre 2018, la Société a octroyé à un employé 400 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,35 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 88 400 \$ soit une juste valeur de 0,221 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 2,21 %, volatilité prévue de 100 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3,75 ans.

Le 27 juin 2018, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 5 475 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,40 \$. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 1 522 050 \$ soit une juste valeur de 0,278 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,94 %, volatilité prévue de 100 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 5 ans.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

18. OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (SUITE)

Toutes les options octroyées portent les mêmes conditions. À partir de l'octroi, les options sont gagnées par tranche de 25 % à chaque 6 mois, sont valables pendant 5 ans et ont été octroyées à une valeur égale ou supérieure à celle du marché à la clôture précédant l'octroi.

La durée prévue des options d'achats d'actions a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

19. RÉMUNÉRATION

	2019	2018
	\$	\$
Salaires	1 201 100	977 125
Jetons d'administrateurs	20 000	20 000
Charges sociales	156 991	167 591
Salaires et charge sociales	1 378 091	1 164 716
Salaires et charges sociales présentés dans les dépenses d'exploration et d'évaluation	(891 751)	(953 255)
Salaires et charges sociales présentés à l'état des résultats	486 340	211 461

20. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

	2019	2018
	\$	\$
Salaires et charges sociales	891 751	953 255
Géologie et prospection	132 287	292 653
Forage	328 531	1 048 189
Analyses	169 369	267 881
Géophysique	34 727	595 772
Géochimie	6 196	18 483
Métallurgie	90 067	-
Hébergement et déplacement	187 220	371 534
Fournitures	277 465	342 650
Taxes, permis et assurances	10 934	36 165
Dépenses d'exploration et d'évaluation avant les crédits d'impôt	2 128 547	3 926 582
Crédits d'impôt	(335 648)	(265 705)
Dépenses d'exploration et d'évaluation	1 792 899	3 660 877

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

21. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

21.1 Transactions avec Ressources Géoméga Inc. (« Géoméga »):

Au 31 décembre 2019, Géoméga détient 18,49 % de la Société (22,3 % au 31 décembre 2018).

Le 1er janvier 2017, la Société a signé une entente afin d'engager Géoméga en tant que sous-traitant afin d'exécuter certains travaux. Depuis cette date, Géoméga facture certaines dépenses, dans le cours normal des activités:

	2019	2018
	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation	50 908	63 709
Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs	18 920	11 976
Loyer	15 500	9 350
Administration	95	(99)
Total	85 423	84 936

Au 31 décembre 2019, la Société doit 60 357 \$ (36 382 \$ au 31 décembre 2018) à Géoméga, et ce montant dû à un actionnaire avec influence notable ne porte pas intérêt, ne comporte aucune sûreté et est remboursable sur demande.

21.2 Dans le cours normal des affaires :

- ◆ Une société au sein de laquelle un administrateur est associé a facturé des honoraires totalisant 17 239 \$ (48 549 \$ en 2018) enregistrés pour des honoraires légaux et frais d'émission d'actions.
- ◆ Une société contrôlée par un dirigeant (en poste du 24 mars 2017 au 19 novembre 2018) a facturé des honoraires pour des services de CFO et de tenue de livre totalisant 86 782 \$ en 2018.
- ◆ Au 31 décembre 2019, le montant dû aux apparentés dans cette rubrique s'élevait à 1 418 \$ (8 078 \$ au 31 décembre 2018).

21.3 Hors du cours normal des affaires :

- ◆ Des honoraires légaux totalisant 71 173 \$ ont été payés par la Société à une société au sein de laquelle un administrateur est associé dans le cadre de l'acquisition de la Pourvoirie.
- ◆ En novembre 2019, la Pourvoirie a fait l'acquisition de 19 501 \$ en matériel roulant de Géoméga. Ces actifs sont utilisés pour les activités de pourvoirie ainsi que pour les travaux d'exploration effectués par la Société.

22. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La dépense d'impôt différé est constituée des éléments suivants :

	2019	2018
	\$	\$
Recouvrement d'impôt différé		
Prime sur émission d'actions accréditives	321 167	819 248
Recouvrement d'impôt différé	52 782	-
Total - recouvrement d'impôt différé	373 949	819 248

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

22. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Les différences entre la provision pour impôt figurant sur les états financiers et la provision pour impôt calculé selon le taux d'imposition statutaire combiné canadien se détaillent comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Perte nette avant impôts sur les bénéfices	(3 920 369)	(5 508 774)
Impôts au taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial de 26,60 % (26,70 % en 2018)	(1 042 818)	(1 470 843)
Dépenses non déductibles	207 249	221 150
Incidence fiscale de la renonciation aux déductions de dépenses admissibles en faveur des porteurs d'actions accréditives	328 902	840 863
Amortissement des primes sur les actions accréditives	(321 167)	(819 248)
Actifs d'impôt différé non constatés	453 885	408 782
Autres éléments	-	48
	(373 949)	(819 248)

Les composantes importantes des actifs et passifs d'impôt différés sont les suivantes :

	2019	2018
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Pertes autres qu'en capital	266 799	113 210
Total des actifs d'impôts différés	266 799	113 210
Passifs d'impôts différés		
Immobilisations	(347 662)	(15 451)
Actifs d'E&E	-	(97 759)
Total des passifs d'impôts différés	(347 662)	(113 210)
Passifs d'impôt différés	(80 863)	-

La réalisation de bénéfices imposable dans Kintavar Inc. est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la vente de propriétés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus seulement dans la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôt différés n'ont pas été comptabilisés : ces actifs d'impôts futurs non comptabilisés totalisent 1 136 002 \$.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018
(En dollars canadiens)

22. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Au 31 décembre, la Société avait des actifs d'impôts différés non comptabilisés qui se détaillent comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Immobilisations corporelles	451	-
Dépenses d'exploration et d'évaluation	374 441	189 942
Actifs d'E&E	10 810	-
Frais d'émission d'actions	113 476	156 779
Obligations locatives	-	18 740
Pertes autres qu'en capital	636 824	304 004
Actifs d'impôt différés	1 136 002	669 465

Au 31 décembre 2019, les dates d'expiration des pertes disponibles afin de réduire les bénéfices imposables futurs sont les suivantes:

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
2031	307 186	320 838
2032	103 771	103 771
2033	167 175	167 176
2034	163 580	163 580
2035	175 213	175 109
2036	224 539	224 433
2037	308 227	308 165
2037	387 555	387 415
2038	1 190 086	1 181 836
2039	369 751	364 747
	3 397 083	3 397 070

23. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2019	2018
	\$	\$
Montants à recevoir	100 744	(287 421)
Inventaire	(11 428)	-
Frais payés d'avance et autres	108 481	(263 337)
Droits miniers à recevoir classés comme actifs non courant	-	(41 701)
Créditeurs et frais courus	91 404	209 464
Revenus reportés	(36 896)	-
	252 305	(382 995)

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018
(En dollars canadiens)

23. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

Opérations sans effet sur la trésorerie

	2019	2018
	\$	\$
Actifs au titre des droits d'utilisation acquis	-	76 160
Radiation d'une immobilisation corporelle pour un montant d'assurance à recevoir	-	54 627
Actions émises pour l'acquisition d'actifs d'exploration et d'évaluation	-	14 800
Bons de souscription émis pour l'acquisition d'actifs d'exploration et d'évaluation	-	19 600
Actions émises pour le rachat de redevances minières	-	50 000
Actions émises dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	593 750	-
Réduction d'une obligation locative suite au remboursement des assurances	54 627	-

24. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que la politique en matière de gestion des risques financiers se détaillent comme suit:

24.1 Risques de marché

Risque lié à la juste valeur du taux d'intérêt

Puisque les certificats de placement garantis sont à taux d'intérêt fixes, la Société n'est pas exposée au risque de fluctuation de taux d'intérêt. Les autres actifs ne portent pas intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Tous les prêts encourus dans le cadre de l'acquisition et l'opération de la Pourvoirie portent intérêt à taux fixe et expose donc celle-ci au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt, toutefois l'impact n'est pas matériel.

24.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les crédits et taxes à recevoir. La Société réduit le risque de crédit en maintenant une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie et ses placements dans des instruments financiers détenus chez une banque à charte canadienne, un courtier détenu par une banque à charte ou une société indépendante de courtage en valeurs mobilières membre du Fonds canadien de protection des épargnants.

Exploration Kintavar Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2019 et 2018

(En dollars canadiens)

24. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS (SUITE)

Au 31 décembre 2019, la trésorerie et équivalents de trésorerie comprend des certificats de placements garantis par des banques canadiennes ou par le Fonds canadien de protection des épargnants. Les montants à recevoir ne provenant pas des gouvernements sont non significatifs et le montant aux livres de la trésorerie et équivalent de trésorerie et des comptes à recevoir représente le risque maximum de crédit. La direction considère le risque de crédit non significatif.

24.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La direction estime qu'elle possède suffisamment de fonds pour financer ses activités et respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Au 31 décembre 2019, la Société est engagée à l'égard de paiements futurs minimums de capital et d'intérêts sur la dette, comme suit :

	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire (note 5)	37 266	-	-	37 266
Comptes fournisseurs et frais cours (note 11)	422 386	-	-	422 386
Obligations locatives (note 12)	18 351	27 926	-	46 277
Dette à long-terme (note 14)	114 171	482 356	966 683	1 563 210
	592 174	510 282	966 683	2 069 139

24.4 Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie incluant le découvert bancaire, des comptes débiteurs, des placements, des comptes créditeurs et frais courus et dettes à long-terme est considérée être une approximation raisonnable de leur juste valeur de par leur maturité à court terme et ainsi que des termes contractuels de ces instruments.

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers et ainsi est classée comme niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

25. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Après l'exercice clos le 31 décembre 2019, la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif et négatif sur le marché financier mondial ainsi que sur le prix de plusieurs métaux dont le cuivre, principales ressources du portfolio de projets de la Société. La Société continue de surveiller et d'évaluer l'impact sur ses activités d'exploration et sur l'exploitation de la pourvoirie. L'impact potentiel est incertain et il est difficile de mesurer de manière fiable l'étendue de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers futurs.